

Les infos

Vendredi 30 novembre 2012



LE COUP D'ÉTAT PERMANENT

Que fallait-il comprendre le 6 novembre des propos de Frédéric Oudéa : « *je vous propose de conduire la transformation avec vous, plus on anticipe, mieux c'est, nous avons besoin de plus de mobilité interne* » ? Et de charger son DRHG d'y « *travailler avec nous dans les prochaines semaines* ». Lequel s'est empressé de refile le bébé à son Directeur des relations sociales flanqué de son armée de juristes. Après un amuse-gueule censé nous permettre d'avoir « *une réelle influence sur la stratégie de l'entreprise* »... le plat de résistance nous est parvenu sous forme d'un « PSE permanent » classifié C3 le 28 au soir. Le texte reprend les mêmes errements que ceux de l'édition SGCIB, en les aggravant... applicables d'avance à toute restructuration entraînant des suppressions d'emplois à venir, pour la totalité de la banque, toutes branches confondues, sans que les instances représentatives du personnel ne puissent rien faire, muselées par des prérogatives réduites. Le simple envoi de ce projet aux OS illustre crûment l'autosatisfaction qui règne à la Direction, qui pense que le PSE de SGCIB fût un succès qu'elle peut reproduire à l'infini. Mais, plus encore, il pose la question : est-ce bien de cela dont Frédéric Oudéa nous parlait : un coup d'État permanent ? La sortie de route du Directeur des relations sociales aura eu un mérite, resserrer les rangs syndicaux. Les organisations syndicales ont décidé de construire ensemble une stratégie appropriée en rédigeant des propositions communes.

Il s'agit de revenir à l'idée de départ de cette négociation, qui était de fluidifier la mobilité et les évolutions de carrière au sein du groupe afin justement de permettre aux salariés de rester dans le Groupe tout en permettant la mise en œuvre de transformations voulues par la direction générale. Les documents et déclarations syndicales sont sur notre site intranet.

LES ENCADRÉS

C'est une première, et un grand succès, la grève du 27 novembre contre le projet de transfert à Accenture d'une partie des back-offices de SGCIB a été suivie par plusieurs centaines de salariés. Près de 200 se sont rassemblés dans l'Agora des tours de la Défense pendant que se tenait la réunion avec la Direction. Encore une fois, elle a cherché une caution syndicale pour mener à bien son projet. S'agit-il « d'encadrer » un transfert qui en appelle d'autres, selon la triste formule employée récemment dans une publication syndicale, sans même avoir livré bataille ? La mobilisation des salariés, et elle seule, a certes permis d'imposer à la Direction que seuls les volontaires, les inconscients devrait-on dire, suivent le mirage Accenture... mais la Direction n'a toujours pas démontré la supériorité économique de son projet, malgré ses efforts de propagande auprès du personnel qui reste sceptique, et le vainqueur de cette bataille-là n'est pas proclamé. On est loin de fixer un calendrier de consultation du CE des centraux pour expédier l'affaire d'ici fin février.

INOOPORTUNE

L'accord égalité professionnelle n'a été signé que par la CFTC. Les 4 autres organisations considèrent, malgré un avis favorable, cette signature inopportune, alors que nous n'avons pas les réponses aux questions posées par la stratégie de la Direction Générale. Afficher l'image d'un dialogue social bien réel n'est pas d'actualité.



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT